Défense : Comment les entreprises peuvent capitaliser sur cet effort budgétaire ? (4/5)



LuxDefence ASBL a déclenché une frappe chirurgicale le 16 juin dernier. En filiation directe avec le rapport Lux4Defence dévoilé le 29 avril dernier par la Chambre de Commerce, cette toute nouvelle association nationale des entreprises de la Défense a officialisé son existence au Salon du Bourget, en France. En termes d'image de marque, déployer ses ailes dans l'espace médiatique francilien s'inscrit dans une stratégie finement réfléchie.

Plus ancien (début du XX^{e} siècle) et plus grand rendez-vous aérospatial au monde, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace du Bourget s'est toujours coloré d'une teinte kaki. Sans surprise, dans un contexte géopolitique aussi explosif, une place encore plus importante a été réservée au domaine militaire. La preuve en chiffres : sur les 2.400 exposants (en provenance de 48 nations) à l'œuvre lors de cette 55^{e} édition, 926 officiaient dans le secteur de la Défense. Un tremplin idéal pour la première sortie officielle de LuxDefence. Cette nouvelle entité a par ailleurs reçu le soutien du gouvernement, représenté à Paris par la ministre de la Défense Yuriko Backes et Xavier Bettel, ministre du Commerce extérieur. Le message était clair : « *Cette association constitue une étape majeure dans la structuration de notre écosystème industriel de défense* ».



André Wilmes (à g.), président de l'association, a reçu le soutien des ministres Xavier Bettel et Yuriko Backes (crédit : Chambre de Commerce)

Une vitrine internationale, un accompagnement des plus hautes instances gouvernementales et des entrepreneurs luxembourgeois marchant à l'unisson : en l'espace de quatre jours, LuxDefence a multiplié les contacts sur place. « *Depuis le Bourget, les retours sont très bons. Certains membres de la délégation ont été approchés par des entreprises et des ministères à l'étranger* », révèle, sans entrer dans les détails, André Wilmes.

Le président de LuxDefence se réjouit de cet envol. Mais il mesure aussi le chemin à parcourir pour rendre efficiente, sur la durée, l'action de cette jeune association qui grandit vite : « *L'élan est là : de 12 membres fondateurs, nous comptions déjà plus d'une cinquantaine de représentants d'entreprises moins d'un mois plus tard. C'est bien la preuve qu'une dynamique s'est installée et que le pays dispose d'une réelle expertise en matière de Défense : high tech, électronique, ingénierie, matériaux, maintenance et support logistique, équipements, etc. Notre champ d'action est large mais les défis sont aussi nombreux.* » Plus particulièrement pour les entreprises désireuses de jouer sur les deux tableaux, civils et militaires. La tentation de déployer des applications à double usage, légitime en cette période d'investissement massif fléché vers le militaire, gagne de nombreux entrepreneurs : « *Mais le* dual-use*, cela ne se réalise pas du jour au lendemain,* avertit André Wilmes. *Cela requiert habilitations, certifications et sécurisation des données.* »

« Ce travail auprès de LuxDefence, c'est aussi un engagement »

[André Wilmes, président de l'association LuxDefence ASBL]

Par expérience, André Wilmes sait qu'intégrer les chaînes de valeur et de production européennes et transatlantiques (OTAN) nécessite davantage qu'un « simple » savoir-faire technologique. Du réseau et de l'endurance sont également requis. Le fondateur de Rafinex – société spécialisée dans le développement d'algorithmes avancés pour la conception de pièces d'ingénierie – n'en manque pas. Les rouages de la European Defence Agency ne lui sont pas inconnues. A Bruxelles, il siège dans plusieurs groupes de travail nommés CapTech (Capability Technology), composés d'industriels et de représentants des ministères européens de la Défense. Cette position lui offre une vue d'ensemble sur le futur de la défense continentale : « *En la matière, les projets mettent des années à se concrétiser. Je prends pour exemple la fabrication d'une pièce de charnière qui pourrait être destinée à un avion ultraléger. Après le processus de développement, nous venons simplement d'entrer dans la phase de testing.* »

Créer un Hub national de la Défense, proposition phare de la Chambre de commerce, pourrait jouer un rôle d'accélérateur : « *Cet espace physique et sécurisé nous permettrait en outre de monter en gamme dans des projets nécessitant un haut-degré de certifications* », observe le président de LuxDefence.

Entre une demande croissante de matériels militaires et une augmentation substantielle des crédits, la conjoncture n'a jamais été aussi favorable pour doter le Luxembourg d'une solide base industrielle de Défense. Considéré durant des décennies comme un marché de niche, le secteur pourrait générer 2.000 emplois dans les années à venir selon les prévisions de la Chambre de Commerce. Au-delà des retombées économiques, ce développement touche aussi à une dimension plus intime : « *Je suis Luxembourgeois, j'ai tout intérêt à ce que l'écosystème soit interconnecté. Ce travail auprès de LuxDefence, c'est aussi un engagement.* »

Un engagement qui frôle le devoir national.

L'édition 2025 du catalogue de Luxinnovation

Le 16 juin dernier, toujours dans le cadre du Salon du Bourget, la ministre de la Défense Yuriko Backes a dévoilé l'édition 2025 du catalogue intitulé « Luxembourg Industry and Research Capabilities for Security & Defence ». Ce document, élaboré par Luxinnovation en partenariat avec la Direction de la Défense, dresse un panorama complet des acteurs industriels luxembourgeois dont la production est destinée, totalement ou partiellement, au secteur de la Défense. Au total, 120 entreprises implantées dans le pays y figurent, mettant en lumière l'étendue des compétences nationales dans des domaines comme l'électronique et la cybersécurité, l'ingénierie avancée, les matériaux de haute performance et les technologies à double usage.